

# Revue de la régulation

Capitalisme, institutions, pouvoirs

Maison des Sciences de l'Homme - Paris Nord

11 | 1er semestre 2012 :

Les capitalismes en Amérique latine. De l'économique au politique

Dossier : Les capitalismes en Amérique latine. De l'économique au politique

---

## L'essor et le déclin de la stratégie économique keynésienne – structuraliste au Mexique

*Rise and demise of the Structuralist-Keynesian economic strategy in Mexico*

*La expansión y la declinación de la estrategia económica keynesiana-estructuralista en México*

JULIO LÓPEZ G.

---

### Résumés

Pendant au moins deux décennies après la seconde guerre mondiale, la croissance économique au Mexique a été très rapide, à tel point que pour la caractériser, le terme « miracle mexicain » a été introduit. Le but de ce travail est d'étudier les causes immédiates ainsi que les origines historiques de l'essoufflement du miracle mexicain. L'auteur examine les limites de la stratégie fondée sur la substitution des importations en prenant en compte aussi bien des problèmes du côté de l'offre que de la demande. Il étudie aussi la relation entre économie et politique durant le « miracle », en mettant l'accent sur les accords et les conflits au sein des classes dominantes. Il montre comment les limites de l'offre et de la demande ont fait plus difficile de maintenir un taux de croissance élevé surtout après que le développement de l'économie mondiale s'est ralenti, à un moment où la substitution des importations avait atteint un niveau relativement avancé. Il avance l'hypothèse que le ralentissement de la croissance a aussi mis en danger l'accord implicite entre la haute bureaucratie d'état et les classes dominantes.

The aim of this paper is to study the proximate causes as well as the historical origins of the downfall of the Mexican "economic miracle", which took place approximately between 1950 and the mid-1970s. The author shares a view that holds that in the mid-1970s, Mexico's previous growth strategy faded, and that sees the economic troubles as an expression of the exhaustion of that strategy. He shows how this economic exhaustion came about by considering the supply and demands limits to fast growth in an international context that deteriorated, especially when the import substitution strategy reached a relatively advanced stage. He then considers the relationship between economics and politics during the "miracle" period as much as in the following years, arguing that fast and stable growth also served as material support for an alliance between the upper classes and the political bureaucracy. Thus, the demise of the previous economic model also eroded the material and ideological framework that made possible or eased the class alliance built during the "miracle" years.

Durante au moins deux décennies postérieures à la Seconde Guerre mondiale, le développement du Mexique fut très rapide, jusqu'à un point tel qu'on le caractérisa par le « miracle mexicain ». L'objectif de ce travail est d'étudier les causes immédiates ainsi que les origines historiques de l'épuisement du miracle mexicain. L'auteur examine les limites de la stratégie fondée sur la substitution des importations en tenant compte des problèmes de l'offre et de la demande. Il étudie également la relation entre l'économie et la politique pendant la durée du « miracle » en mettant l'accent sur les accords et les conflits au sein des classes dominantes, plutôt qu'entre les classes dominantes et les classes subordonnées. Elle montre comment les limites de l'offre et de la demande ont rendu très difficile le maintien de taux de croissance élevés, surtout après que le développement de l'économie mondiale, au moment où la substitution des importations avait atteint un niveau relativement élevé.

---

## Entrées d'index

**Mots-clés :** économie mexicaine, économie politique, macro-économie et institutions

**Keywords :** Macroeconomics and Institutions, Mexico's economy, Political Economy

**Palabras claves :** economía mexicana, economía política, macroeconomía e instituciones

**Code JEL :** E2 - Consumption; Saving; Production; Employment; and Investment, E32 - Business Fluctuations; Cycles, N16 - Latin America; Caribbean

---

## Texte intégral

L'auteur tient à remercier DGAPA, PAPIIT, proyecto IN305812, pour l'appui pour le développement de ce travail, et David Henri Mastroyannaki pour la traduction du texte de l'espagnol.

- 1 Au cours du dernier quart de siècle, l'économie mexicaine a connu une piètre performance et par conséquent son PIB par habitant a diminué de façon persistante en comparaison du PIB des pays développés mais aussi par rapport au PIB des pays d'Asie orientale. Toutefois, pendant au moins deux décennies après la seconde guerre mondiale, la croissance économique au Mexique a été très rapide, à tel point que pour la caractériser, le terme « miracle mexicain » a été introduit.
- 2 Le but de ce travail est d'étudier les causes immédiates ainsi que les origines historiques de l'essoufflement du miracle mexicain. Je vais examiner surtout la relation entre économie et politique durant le « miracle », en mettant l'accent sur les accords et les conflits au sein des classes dominantes, plutôt qu'entre les classes dominantes et les classes subordonnées.
- 3 J'étudierai donc exclusivement la période qui va, *grosso modo*, des années 1950 jusqu'à la moitié des années 1970, période pendant laquelle l'économie a vécu sous un modèle de croissance commandé par l'État et basé sur la substitution des exportations. Après cette période, le Mexique a connu une croissance rapide de courte durée, pendant les années 1978 et jusqu'à 1981. Mais cette croissance a été fondée sur un autre modèle, axé sur la découverte et l'exportation de pétrole et des emprunts internationaux. Finalement, à partir de 1982 l'économie est entrée dans une période de stagnation ponctuée par des épisodes de crise. Mais ces étapes là font partie d'une autre histoire, dont je ne vais pas m'occuper ici. Il suffit de dire que « l'interrègne pétrolier » a permis au pays de retarder la crise structurelle du modèle, crise qui finalement a explosé vers la moitié de 1982.

## 1. La macroéconomie du « miracle mexicain »<sup>1</sup>

- 4 Au cours de la période qui a immédiatement suivi la seconde guerre mondiale, le Mexique a mené une stratégie économique qui a combiné la gestion étatique de la

demande, et l'intervention structurelle, pour promouvoir la croissance économique et la modernisation, fusionnant ainsi les politiques keynésiennes avec les politiques structurelles.

- 5 En développant et renforçant un partenariat entre le secteur public et privé qui avait déjà une histoire dans le pays, l'État mexicain a créé des industries d'État ou mixtes, a aidé à la création de nouvelles industries privées dans des secteurs stratégiques, et a également mis en place diverses institutions qui finançaient les besoins en investissement du secteur privé. La stratégie a bien fonctionné jusqu'au milieu des années 1970. Plus tard, avec l'environnement économique international en pleine mutation, la croissance a commencé à perdre de son dynamisme et les taux de croissance de la production et de l'investissement ont diminué et sont devenus plus irréguliers. À cela s'est ajoutée une augmentation du taux d'inflation et des déficits budgétaires et extérieurs, tout cela ne facilitant pas un climat politique déjà bien défavorable.
- 6 Dans le tableau 1 qui suit on peut voir les principales données macroéconomiques de la période.

**Tableau 1**

	1941-45	1946-55	1956-70	1971-76	1977	1978-81	1982	1983
Taux de croissance du PIB(a)	6	6	6,7	6	3,4	8,6	-0,5	-5,3
Taux d'inflation(a)	14,3	9,3	2,9	14,9	20,7	23,5	96,8	80,8
Position budgétaire(b)	-0,5	-0,1	0	-3,5	1,8	-4,3	-0,6	-3,1
a)En % par an								
b)En % du PIB								
Source: Moreno-Brid et Ros(2010)								

Agrandir Original (png, 17k)

- 7 Pour comprendre cette évolution, il semble utile de commencer par une brève description de la macroéconomie, des institutions et des politiques économiques au Mexique. Notez que dans ce domaine, le pays ne s'est pas beaucoup écarté des stratégies employées par les autres grands pays d'Amérique latine, mais elle a eu toutefois quelques particularités.
- 8 Commençons par la macroéconomie. Durant cette période, les dépenses du gouvernement ont augmenté à un rythme plus rapide que le PIB dans son ensemble mais les comptes de l'État sont restés en équilibre car le déficit budgétaire était inférieur à 1 % du PIB. Cette croissance a stimulé la demande privée et a été soutenue par une politique monétaire accommodante qui laissait l'offre monétaire augmenter rapidement, dans la mesure où la banque centrale a encouragé et permis que le secteur bancaire privé puisse augmenter les crédits à des taux d'intérêt modérés. (Levy et Mántey, 2009).
- 9 Le « miracle mexicain » n'était pas exempt de difficultés telles que le problème du chômage et surtout le sous-emploi ; la concentration de la production et des ventes entre quelques grandes entreprises ; le poids excessif des firmes étrangères dans la production et dans la distribution ; la presque inexistence d'une capacité technologique autonome ; et la mauvaise répartition du revenu. Cependant, l'économie délivrait des taux de croissance assez respectables.
- 10 Le modèle économique mexicain partageait donc avec le modèle prédominant dans d'autres pays d'Amérique latine plusieurs caractéristiques négatives. Toutefois il avait trois avantages qui étaient fortement liés : premièrement, la croissance des exportations était rapide et stable ; deuxièmement, l'offre de biens agricoles croissait également à des taux relativement élevés et troisièmement, l'inflation était relativement sous contrôle : elle a été en moyenne de 5,4 % par an entre 1953 et 1969, contre 32 % en Argentine, 41 % au Brésil et 41 % au Chili, durant la même période (Noyola, 1956).
- 11 La stabilité des prix a eu une très grande importance pour la croissance économique à long terme pour au moins deux raisons : en premier lieu, cette stabilité rendait possible le maintien d'un taux de change « réaliste », ce qui

contribuait à la stabilité de l'économie dans son ensemble, à la stabilité des prévisions à long terme et renforçait l'« esprit animal » ; en deuxième lieu, les autorités économiques ne se voyaient pas contraintes d'appliquer des politiques restrictives de la demande, ce qui arrive généralement lorsque les déséquilibres internes et externes deviennent importants.

- 12 Les facteurs présentés précédemment nous aident à comprendre pourquoi le Mexique a progressé à des taux beaucoup plus élevés que la moyenne régionale (sauf au Brésil)<sup>2</sup> et sans montrer aucun signe prévisible de stagnation, ce qui contraste avec ce qui s'est passé dans d'autres économies d'Amérique latine qui ont eu une industrialisation relativement tôt. C'est le cas notamment de l'Argentine, du Chili ou de l'Uruguay. Même sans cela on n'est pas sûr que la forte croissance mexicaine de l'époque aurait duré plus longtemps. D'une part car la croissance rapide dépendait du soutien d'une économie internationale se trouvant également en croissance rapide et d'autre part car il y a eu plusieurs facteurs qui ont mis en péril cette croissance à long terme. J'analyserai par la suite ce point.

## 2. Les limites à la croissance pendant les années du « miracle mexicain »

- 13 Un bon point de départ pour la discussion qui suit serait d'examiner le débat sur les limites du modèle économique mexicain dans le pays à cette époque<sup>3</sup>. Il faut dire qu'un débat similaire a eu lieu dans d'autres pays d'Amérique latine<sup>4</sup>.
- 14 Une première ligne de débat voyait les problèmes des années 1970 comme le résultat d'une tendance à la stagnation, issu d'un déséquilibre dynamique entre l'évolution de la demande et l'évolution de la capacité de production. Dans ce scénario le schéma de croissance mexicain confirmait générer des tendances à la stagnation due à la lente expansion des marchés et en particulier de l'investissement privé et de la consommation de masse. La croissante concentration et monopolisation de l'économie allait déterminer la lente croissance de l'investissement privé ainsi que la perte de dynamisme de l'investissement privé. La concentration du revenu expliquerait la faible croissance de la consommation de masse.
- 15 Comme cela a été dit dans la section précédente, cette hypothèse n'est pas vérifiée empiriquement ; en effet, malgré la concentration du revenu et des richesses, la demande s'est accélérée. Bien que le marché des biens essentiels ait augmenté lentement, cela a été compensé, voire surcompensé par la rapide croissance de la consommation de biens durables de la part des couches de populations plus riches et même des travailleurs. Ensuite, la croissante concentration de l'activité productive ne s'est pas traduite par une tendance à la baisse des taux de croissance de l'investissement privé. Enfin, mais pas le moins important des facteurs, les dépenses publiques pouvaient remplacer un affaiblissement des dépenses privées.
- 16 Une seconde théorie mettait l'accent sur les limites du modèle de croissance du point de vue de la finalisation de la substitution des importations qui ont sans doute affecté à long terme la croissance à la fois de l'offre et de la demande.
- 17 Pour discuter de cette théorie, il faut d'abord savoir que durant cette période du « miracle » les exportations du Mexique ont progressé proportionnellement à la demande mondiale. Toutefois le pays pouvait maintenir un taux de croissance du produit plus élevé que le taux de croissance de ses exportations (tout en préservant l'équilibre de la balance commerciale) car son coefficient d'importations diminuait de façon constante. Les chercheurs qui voyaient le problème du point de vue de la terminaison de la chute du coefficient d'importations, ont mis l'accent sur la proportion croissante de biens de consommation durables, pour lesquels le coefficient d'importations était très élevé, au sein de la demande totale des biens de

consommation et sur une expansion relativement lente de la production nationale de biens d'équipement ce qui obligea l'économie à importer la plupart de ces biens.

18 L'argument ci-dessus est dans une certaine mesure confirmé par les statistiques disponibles même si celles-ci ne sont pas suffisamment détaillées.

19 Cette tendance, à elle seule, aurait dû entraîner une chute du coefficient d'importations global de la manufacture, cependant une autre tendance encore plus forte est apparue en même temps mais avec un effet inverse : les croissances plus rapides de la demande et de la production de biens manufacturés modernes. Cette dernière tendance a été principalement causée par « l'effet démonstration » qui a biaisé les dépenses de tous les secteurs sociaux vers les produits plus modernes et plus sophistiqués<sup>5</sup>.

20 Quoi qu'il en soit, lorsque la chute du coefficient d'importations s'est arrêtée, le dynamisme de l'offre et de la demande a été affecté négativement car elle a réduit l'effet multiplicateur (et accélérateur) des dépenses autonomes et parce qu'elle a diminué de la même manière le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre externe.

21 Il existe une troisième théorie qui, bien que cohérente avec celle que nous venons de commenter, mettait l'accent plutôt sur l'affaiblissement des exportations du Mexique. Dans ce contexte, il est bon de rappeler que la demande d'exportations mexicaines a reculé en raison de l'abaissement de la croissance qui s'est produite dans les pays capitalistes avancés au milieu des années 1970. De plus, les conditions intérieures du pays ont également joué un rôle important dans cette histoire. Pour examiner ce point il est utile de faire la différence entre les exportations agricoles et les exportations industrielles.

22 L'agriculture a joué un rôle décisif dans le processus historique de la croissance économique mexicaine : dans la période qui va entre 1938-1939 et 1962-1965, la production agricole s'est accrue à un taux annuel moyen de 4,2 %, un taux considérable surtout en comparaison avec d'autres pays de la région. Dans les années 1960, le taux d'expansion de la production agricole a ralenti : de 6,7 % en moyenne par an durant la première moitié de la décennie à 3,4 % durant la seconde moitié.

23 La stagnation de l'agriculture a eu au moins deux conséquences négatives : premièrement, elle a découragé directement le taux de croissance global tout en réduisant la demande du secteur agricole pour des biens en provenance d'autres secteurs. Deuxièmement, elle a eu des effets négatifs sur les exportations et la balance commerciale : de 1950 à 1965 les exportations agricoles ont progressé à un rythme modeste mais positif, mais entre 1965 et 1970 elles ont commencé à stagner. Ainsi, tandis que l'excédent agricole de 1962 a contribué à environ un tiers des besoins en devises du pays, cette part est tombée à 15,5 % en 1970<sup>6</sup>.

24 Pourquoi les exportations manufacturières n'ont pas fourni les devises nécessaires ? La question se pose naturellement. Notons d'abord que les exportations de produits manufacturés ont progressé à un taux élevé entre 1950 et 1970, toutefois, leur part dans le total était relativement faible : moins de 10 % du total des exportations la première année et environ 30 % la deuxième année.

25 La performance relativement médiocre à l'exportation du secteur manufacturier au Mexique, par rapport à certains pays d'Asie durant la même période, a été parfois interprétée comme une conséquence de l'inefficacité de l'industrie. Toutefois, il ne faut pas oublier que cette inefficacité était la conséquence du traitement asymétrique donné aux manufactures, et qui est dû à la façon dont la politique de substitution des importations fonctionnait au Mexique (et en Amérique latine en général). En effet les prix des produits protégés étaient plus élevés que ceux du marché international en raison de la protection du marché intérieur, par conséquent lorsque l'étape de substitution des importations s'est terminée par l'inclusion des biens intermédiaires, les prix en monnaie nationale de ces biens ont augmenté

entraînant une hausse du coût des produits fabriqués dans le pays, ce qui entraîna une hausse des prix en dollars de ces mêmes biens, les rendant supérieurs aux prix internationaux. Dans de telles conditions les biens fabriqués dans le pays ne pouvaient être vendus que sur le marché intérieur grâce aux barrières commerciales mais ne pouvaient pas rivaliser sur le marché international.

26 En résumant un peu, nous pouvons conclure que la tendance à la stabilisation du coefficient d'importations et les difficultés qui se sont ajoutées contre le maintien d'un taux de croissance élevé des exportations ont réduit le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre extérieur. Par conséquent, un déficit commercial était inévitable si on maintenait le taux effectif de croissance de la production. En d'autres termes, la croissance de la demande intérieure à ses taux historiques a commencé à se traduire par un déséquilibre croissant du commerce, forçant l'économie à recourir à des emprunts extérieurs. Ainsi, le déficit de la balance commerciale qui durant la période 1947-1956 représentait en moyenne 0,7 % du PIB s'est élevé à 1,8 % pendant la période 1967-1971 (Blanco, 1979).

27 Ces difficultés n'impliquaient pas nécessairement une tendance à la stagnation de l'économie mexicaine mais elles ont entravé le maintien des taux historiques de croissance, en plus de réduire la marge de manœuvre de l'État. En substance, l'apparition de problèmes au niveau de l'offre a rendu plus délicate l'intervention étatique dans l'économie notamment par le biais du « truc financier » (Kalecki, 1966 : 16, dixit) de la simple manipulation de la demande. Comme je l'exposerai plus tard, cela a affecté les bases matérielles sur lesquelles reposait l'alliance entre la bureaucratie d'État et la classe entrepreneuriale, mais cette alliance a également commencé à être contestée par les changements politiques et idéologiques qui ont eu lieu à la même période. Je me référerai à ce dernier point dans les paragraphes suivants.

### 3. Les changements dans la structure socio-économique

28 Au cours de la période étudiée, d'importants changements se sont produits dans la structure et au niveau des caractéristiques des agents sociaux économiques. J'examinerai par la suite) l'impact des changements survenus sur le poids économique et sur les formes idéologiques dominantes des principales classes du bloc dominant à savoir : les grands entrepreneurs et la bureaucratie politique.

29 Pendant les années 1950 et 1960, la haute bourgeoisie mexicaine, dont le développement a été lié étroitement à l'État, a réussi à obtenir une plus grande indépendance vis-à-vis de celui-ci. En premier lieu, la grande entreprise capitaliste est devenue le principal protagoniste de l'économie : alors que l'industrie déplaçait peu à peu l'artisanat au sein de la société, l'importance des monopoles a augmenté. En deuxième lieu, le développement du capital financier, essentiellement caractérisé par un regroupement « horizontal » d'entreprises et par une relation plus étroite entre le capital industriel et le capital financier, s'est accéléré. Le résultat de ce développement fut la grande expansion de toutes les ressources et en particulier de la richesse financière qui était sous contrôle de chaque « groupe » économique. En troisième lieu, ce processus d'approfondissement capitaliste a été accompagné d'un élargissement des relations internationales des grandes entreprises et d'une pénétration plus importante des capitaux internationaux.

30 L'élargissement des relations internationales de la haute bourgeoisie mexicaine lui a permis d'avoir accès à davantage de capitaux internationaux et donc l'a rendue moins dépendante de l'état. Historiquement, pour obtenir de meilleures conditions dans ses relations avec le capital international, la bourgeoisie mexicaine avait trouvé un soutien dans l'État nation, mais ses solides liens internationaux lui ont



également été très utiles pour pouvoir négocier avec l'État.

31 Les développements précédents ont jeté les bases matérielles au renforcement d'une idéologie qui, faute d'un meilleur terme, pourra être dénommée « néolibérale ». Cette idéologie, qui est toujours présente dans certains secteurs de la société, en particulier parmi les classes propriétaires, envisage de libérer l'économie de la tutelle de l'État, réduisant ses activités normatives et d'intervention directe pour faire place à l'initiative privée. Cette idéologie, par conséquent remettait en cause l'importance qu'avait l'État mexicain dans l'économie. Il s'agissait d'idées/force qui avaient une grande capacité de rallier et qui trouvaient aussi un fort soutien et un fort encouragement dans le capital international et dans la pensée économique dominante des pays capitalistes industrialisés, où la remise en question du paradigme keynésien commençait à acquérir une agressivité et une vitalité inattendues. Plus important encore, un secteur important de la bureaucratie étatique s'identifiait de plus en plus à cette idéologie « néolibérale »<sup>7</sup>.

32 Cependant, la bureaucratie d'État était loin d'être un corps homogène et pendant la période étudiée, son hétérogénéité idéologique s'est accrue en raison de certains développements matériels et idéologiques qui sont apparus au sein de l'appareil d'État.

33 Comme mentionné plus haut, tout au long du processus d'industrialisation du Mexique, l'État a pris l'initiative de réaliser des investissements qu'il était le seul à pouvoir faire, en raison de leurs coûts élevés et de leurs longues périodes de maturation ; le secteur privé n'étant pas capable de les réaliser. Pour la classe entrepreneuriale mexicaine ces investissements étatiques ne lui portaient aucunement préjudice, bien au contraire, ils élargissaient le marché, ouvraient des perspectives de nouveaux investissements et donnaient accès à des intrants intermédiaires sûrs. Mais de nombreux entrepreneurs voyaient d'un mauvais œil la présence de plus en plus importante de l'État dans les bases productives de l'économie parce qu'elle donnait à la bureaucratie politique une plus grande capacité de contrôle (même du point de vue des processus matériels) et rendait le secteur privé plus dépendant des décisions étatiques. Surtout parce que la rhétorique de la révolution mexicaine a toujours laissé la porte ouverte à d'éventuelles débordements « socialisants » de l'État.

34 Les craintes des entrepreneurs quant à l'orientation « socialisante » ou plus précisément « populiste » de la bureaucratie d'État n'étaient pas totalement infondées parce que parallèlement au processus économique décrit ci-dessus, de nouvelles tendances idéologico-politiques sont apparues au sein de la bureaucratie d'État.

35 En effet, un autre secteur de la bureaucratie d'État ne s'identifiait pas à l'idéologie néolibérale. Pour ce secteur-ci, le « miracle mexicain » avait révélé des problèmes structurels et sociaux propres à ce type de croissance. Ce deuxième secteur faisait partie d'un courant de la bureaucratie politique qui se voulait le représentant (dans le sens historique) de la frange la plus populaire, nationaliste et radicale de la révolution mexicaine. Pour eux l'écart entre le discours officiel basé sur l'idéologie de la révolution mexicaine et la dépendance continue du pays envers l'extérieur, en particulier vis-à-vis des États-Unis, devenait de plus en plus évident, de même que les avantages matériels limités de cette stratégie pour les segments les plus pauvres de la population.

36 La mobilisation déployée par les secteurs ouvriers et les couches moyennes à partir de la seconde moitié des années 1950 et pendant les années 1960, fut un facteur important qui contribua à la prise de conscience du segment plus « à gauche et nationaliste » de la bureaucratie d'état, et à sa différenciation de l'autre fraction, « néolibérale ». Parmi les mouvements sociaux les plus importants, nous pouvons citer celui des employés de la poste en 1956 ; ceux des enseignants et des cheminots

en 1958/1959 ; celui des paysans de la fin des années 1950 ; celui des médecins de 1964 et le mouvement des étudiants de 1968. Ces deux derniers furent particulièrement importants s'agissant d'une mobilisation des couches moyennes et par conséquent avec des voies de communication plus directes avec la bureaucratie d'état.

37 Le panorama économique et socio-politique basé sur ces faits ne s'attendait pas à une crise du modèle de développement qui était jusqu'alors en vigueur, mais pour ce deuxième secteur de la bureaucratie d'État, une option viable et peut-être inévitable était d'effectuer certains ajustements dans le système économique social. Luis Echeverria, l'homme qui en décembre 1970 est devenu président de la République venait de ce secteur bureaucratique.

38 Maintenant j'examinerai comment d'une part les contradictions politico-idéologiques entre les grandes entreprises nationales et la bureaucratie politique, et d'autre part les difficultés structurelles et idéologiques ont interagi pendant l'administration de Luis Echeverria aboutissant à la « crise » du précédent modèle de développement.

## 4. La « crise » du modèle de développement

39 Lorsque Luis Echeverria est devenu président du Mexique, la performance de l'économie était encore bonne : le PIB augmentait à un rythme moyen de 7 % annuel entre 1968 et 1970, l'investissement privé de 10 % et le taux d'inflation était d'environ 3 % par an. Le déficit du secteur public s'est élevé dans la seconde moitié de la décennie mais ne représentait néanmoins qu'une faible proportion du PIB, environ 1 % en moyenne dans les années 1968-1970.

40 Face à cette réalité économique, le président Echeverria et son équipe ont élaboré un projet réformiste avancé. Il ne s'agissait pas d'une tentative de rupture avec les classes entrepreneuriales mais d'une tentative pour rétablir et renouveler le contenu nationaliste, étatiste et populiste de la révolution mexicaine dans le nouveau cadre économique, politique et international de l'époque. Plus précisément, le gouvernement essayait d'améliorer et de renouveler le rôle de direction de l'État dans l'économie, en fonction d'une stratégie de développement différente de la précédente. La nouvelle stratégie devait renforcer l'indépendance économique du pays, corriger les déséquilibres dans la structure productive et encourager une répartition plus égalitaire des revenus. Après une première période initiale d'adaptation nécessaire pour corriger les déséquilibres internes et externes, le taux de croissance des dépenses publiques devait théoriquement s'élever ; cette augmentation, combinée avec une hausse modérée des salaires, devait élargir les marchés et augmenter les profits privés. Tout cela devait stimuler l'investissement privé, donnant à la croissance économique un caractère plus permanent et plus équilibré.

41 Je ne m'attarderai pas trop sur l'analyse de la façon dont le nouveau gouvernement a essayé de mettre en pratique son nouveau projet. Je donnerai ici seulement une brève vision de ce qui s'est passé au niveau de l'économie<sup>8</sup>.

42 Vue sous l'angle de l'ensemble des résultats, la stratégie utilisée n'a pas été totalement un succès mais elle a permis d'éviter les effets les plus graves de la détérioration de la situation économique internationale qui s'est produite après la crise pétrolière de 1973. Le taux d'accroissement du produit s'est réduit de 7 % dans les années 1960 à 5,8 % entre 1974 et 1977<sup>9</sup>. Le taux d'accroissement de l'investissement brut total, qui était à un peu plus de 9 % entre 1960 et 1970, a chuté à 5 % (1,0 % pour les trois dernières années). Le taux d'accroissement de l'investissement privé a également diminué : de près de 9 % dans les années 1960 à



environ 4 % (0,4 % pour les trois dernières années). En contrepartie, les salaires réels ont fortement augmenté avec un gain de 8,3 % en moyenne (9,5 % si l'on exclut 1977), comparativement au 7,7 % de croissance au cours des années 1960.

43 Cependant, certains déséquilibres internes et externes se sont approfondis : par exemple l'indice général des prix, qui avait progressé à un taux annuel moyen d'environ 2,5 % dans les années 1960, a augmenté de 22 % entre 1972 et 1977 ; d'autre part, la dette extérieure a aussi fortement augmenté et la relation entre le service de la dette et le produit qui s'était maintenue autour de 8,5 % dans les années 1960 est passée à 20 % en 1976. Enfin, le déficit du secteur public, qui avait été inférieur à 1 % du PIB dans les années 1960 est passé à 4,3 % du PIB moyen pour la période 1971-1976.

44 L'aggravation de ces déséquilibres a été déterminée en partie par des évolutions contre lesquelles le gouvernement avait peu de capacité d'action. Certains d'entre eux avaient leurs racines dans le passé et ne pouvaient pas être corrigés à court terme, ou bien alors ils répondaient aux circonstances de l'économie internationale, en particulier à la crise des pays capitalistes entre 1974 et 1975.

45 Il est donc nécessaire de s'interroger sur le rôle spécifique qu'ont eu d'une part la politique économique et d'autre part les conflits sociopolitiques dans l'aggravation de la situation économique.

46 Premièrement, la politique budgétaire a joué un rôle majeur dans l'histoire. Notamment, le coefficient de variabilité du taux de croissance des dépenses publiques (qui mesure la dispersion relative de la croissance par rapport à la moyenne) est passé en valeur de 66 % dans les années 1960 à 113 % entre 1971 et 1977 (pour un taux de croissance moyen de dépenses plus ou moins semblable : 10,4 % et 9,4 % respectivement).

47 La grande variabilité de la politique de dépenses publiques, en plus de son manque de cohérence et de continuité par rapport aux actions de l'État, a généré une plus grande volatilité de la demande globale, laquelle a contribué à son tour à l'instabilité de l'investissement privé et en général à une perte de dynamisme : en particulier, le coefficient de variabilité de la croissance de l'investissement privé qui était de 110 % dans les années 1960, s'est décuplé pendant la période 1971-1977. Du aux effets multiplicateurs des investissements, la croissance du produit s'est vue naturellement affectée, notamment au niveau de sa stabilité. Une politique budgétaire de « stop and go », comme celle qui s'est appliquée pendant ces années a été la pire façon d'affronter la nouvelle réalité économique du pays et en fait, elle ne correspondait pas non plus au caractère réformiste du nouveau gouvernement. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi le gouvernement a suivi ce type de politique.

48 Une explication renvoie à la coexistence de différents projets au sein de la bureaucratie politique, ce qui reflète les différentes visions présentes en son sein, ainsi que dans la société civile. Une autre explication se réfère aux limitations auxquelles s'est confrontée la politique de demande de l'État dans le nouveau scénario économique caractérisée par des restrictions de l'offre. Je vais ensuite montrer que les deux explications sont en partie vraies et aussi faire valoir que ces deux questions : la structurelle et l'idéologique étaient étroitement liés.

49 Quelques pages auparavant j'ai suggéré que le renforcement de l'économie et « l'internationalisation » de la haute bourgeoisie ont stimulé son attitude critique et sa relative distance par rapport à l'État, j'ai mentionné également que ce phénomène s'est produit parallèlement à l'augmentation du poids économique de l'État et à la « radicalisation » de certains secteurs de la bureaucratie, qui notamment ont commencé à exprimer un discours politique plus interventionniste. Ces phénomènes donnent à penser que le conflit potentiel entre ces deux acteurs était déjà très présent. Mais on peut affiner l'analyse si l'on regarde de plus près la façon dont s'est modifié l'effet, sur les intérêts matériels immédiats de la

bourgeoisie, de l'intervention du gouvernement dans l'économie. Mon hypothèse est qu'avec les nouvelles conditions économiques du pays, les avantages provenant de la présence et de l'intervention de l'état ont diminué, notamment au niveau des dépenses publiques, ce qui a contribué à expliquer leur éloignement du pouvoir politique.

50 Pour analyser ce point et surtout justifier l'hypothèse que les bénéfices privés récupérés par les classes dirigeantes grâce aux dépenses gouvernementales étaient alors moindres, il est utile de rappeler un article classique de Kalecki (1943) dans lequel il se demande les raisons qui expliquent l'opposition de ces classes dirigeantes aux dépenses de l'État. Selon Kalecki, les dépenses publiques, en particulier quand elles servent un déficit public, ne réduisent pas les bénéfices. Bien au contraire car elles créent une demande supplémentaire qui augmente les ventes et les profits. En simplifiant son analyse, les raisons de l'opposition des capitalistes seraient alors essentiellement politiques et devraient pouvoir s'expliquer principalement par deux raisons : d'une part, des dépenses publiques élevées font que la demande globale et la situation économique sont moins dépendantes des investissements privés et donc que le maintien d'un « bon » climat pour le secteur privé est moins crucial. D'autre part, des dépenses importantes du gouvernement font chuter le chômage ce qui accroît le pouvoir de négociation de la classe ouvrière en changeant le rapport de forces entre les travailleurs et les employeurs.

51 Les raisons que donne Kalecki sont très générales et son analyse est faite en référence à une économie très développée et fermée ou en tout cas qui a peu d'échanges avec l'extérieur ; est-il possible de dire quelque chose de plus quant à l'expérience mexicaine durant cette période ? En tenant compte du fait que c'était une économie en voie d'industrialisation et fortement dépendante de l'extérieur ? Je pense que oui et je vais proposer l'hypothèse qui suit.

52 Pour développer cette hypothèse, il faut partir d'un bref constat théorique. La théorie de la demande effective nous enseigne que les effets des dépenses publiques sur les niveaux d'activité économique et en particulier ses effets sur le PIB et sur les profits privés dépendent : du degré d'élasticité de l'offre, de la forme de financement des dépenses et du coefficient d'importations de l'économie (Kalecki, 1943 ; Lopez et Assous, 2010).

53 Si l'élasticité de l'offre est élevée, les travailleurs n'épargnent pas et le coefficient d'importations est de zéro (économie fermée) donc une augmentation du déficit public va générer une augmentation de la production et des ventes de telle sorte que l'augmentation des profits bruts serait identique en valeur à la variation du déficit. Si par contre l'augmentation des dépenses est financée par les impôts sur les profits, il y aura également une hausse de la production et des ventes laquelle élèvera les profits avant impôt d'un montant égal à la nouvelle taxe, de telle sorte que les bénéfices après impôts resteront inchangés<sup>10</sup>.

54 Néanmoins, lorsque l'élasticité de l'offre est faible et en conséquence l'élasticité des importations par rapport à la croissance du produit est élevée, une augmentation des dépenses publiques financée par déficit augmentera aussi la production et les bénéfices bruts mais d'un montant inférieur à celui de l'exemple précédent, une partie de l'augmentation des ventes sera comblée par l'augmentation des importations. Si les dépenses sont financées par les impôts sur les profits, ces derniers diminueront : une partie des bénéfices potentiels seront « filtrés » par le biais des importations.

55 Il s'ensuit que plus l'offre intérieure est rigide et plus le coefficient d'importations est élevé, moindre sera l'impact positif des dépenses publiques sur les bénéfices, et plus important sera l'impact négatif des impôts aux capitalistes sur les profits. Le raisonnement ci-dessus peut maintenant être utilisé pour examiner les impacts de la politique budgétaire au Mexique au cours des deux périodes considérées.

56 Les raisons économiques immédiates qui facilitaient le partenariat entre les

secteurs public et privé de l'économie durant le « miracle mexicain » peuvent être formulées de la manière suivante : outre le soutien par divers moyens aux employeurs, l'État était l'agent le plus autonome, stable et dynamique de l'expansion du marché, et donc par conséquent de la croissance des profits. De plus, lorsque l'élasticité de l'offre a diminué, les bases matérielles du « miracle mexicain » sont aussi devenues plus fragiles contrairement à ce qui se passait lorsque l'offre était élastique. Dans ces nouvelles conditions économiques, les bénéfices perçus ne pouvaient plus augmenter simultanément par une simple injection de demande supplémentaire de la part de l'État. L'augmentation des dépenses gouvernementales cessait d'être aussi utile pour la classe entrepreneuriale, en effet, le déficit était alors beaucoup moins efficace que par le passé en raison de son fort impact sur la demande d'importations.

57 À son tour, le discours officiel argumentait le besoin, pour des raisons de justice sociale et pour augmenter le montant fiscal, de financer les dépenses gouvernementales avec les impôts sur les profits. Ainsi, les difficultés objectives couplées avec une stratégie et un discours économique plus critique du gouvernement envers les classes riches, représentent les causes essentielles de l'opposition à l'expansion des dépenses de l'État de la part du secteur privé. Étant donné que dans l'équipe gouvernementale il y avait des positions opposées sur le sujet, ce qui est expliqué avant permet de comprendre la nature erratique et contradictoire de la politique budgétaire de cette période. Les secteurs qui proposaient d'augmenter les dépenses pour faire face à la crise extérieure ou pour lancer des réformes de structure afin de donner plus de dynamisme à l'économie à long terme, luttait contre l'opposition non seulement de la bourgeoisie mais aussi de segments clés de la bureaucratie gouvernementale elle-même.

58 Le deuxième aspect important qui explique la détérioration de l'évolution économique vers la fin du mandat d'Echeverria a été l'instauration d'un climat politique qui a réduit la confiance qu'avaient les entrepreneurs privés dans les autorités gouvernementales et dans l'avenir économique du pays.

59 Lors de réflexions et de débats sur la fin du « miracle économique » au Mexique, cette question a attiré l'attention. Plus précisément, on a fait valoir que la perte de dynamisme et l'instabilité de l'investissement privé ont été la réponse des entreprises à la détérioration de la confiance et des perspectives. Je pense que cette façon de comprendre les conséquences économiques de « la perte de confiance » n'est pas fautive, mais n'est pas suffisante ; et elle n'est pas le facteur le plus important non plus.

60 En effet, durant la période examinée, la fonction de l'investissement privé est demeurée assez stable notamment en ce qui concerne ses composantes historiques, son changement de rythme et ses fluctuations (qui) peuvent être interprétés comme une réponse au changement de rythme et aux fluctuations de ces composantes<sup>11</sup>. Il semblerait donc que ni le discours du gouvernement ni les mesures concrètes de la politique économique n'aient modifié la sensibilité de l'investissement privé réel devant les facteurs qui historiquement le conditionnaient. Mais cette perte de confiance de la grande bourgeoisie semble avoir joué un rôle majeur dans d'autres types de placements, généralement beaucoup plus sensibles : les investissements financiers.

61 En effet, durant la période considérée, l'accumulation financière privée intérieure a été réduite et, simultanément, une plus grande proportion de celle-ci a commencé à être effectuée en monnaie étrangère. Le total des dépôts du système bancaire, qui n'avait cessé d'augmenter sa part dans le PIB de 1960 à 1972 a commencé à diminuer et cela jusqu'en 1977. Simultanément, l'augmentation de la part relative des passifs monétaires en devises étrangères (déposés dans le pays) par rapport au total représentait une moyenne de 6,9 % entre 1967 et 1975, ils ont augmenté à 10,3 % en 1976 et à 17,5 % en 1977. Enfin, une proportion croissante de

l'accumulation financière a quitté le pays sous forme de fuite de capitaux ; cette dernière qui s'était maintenue à un niveau faible dans les années 1960 et jusqu'en 1972, s'est élevée pour atteindre un niveau record (pour les circonstances) de 2,391 (milliards) de dollars en 1976, un montant équivalent aux deux tiers des exportations totales de cette même année.

62 La réduction de la réception de fonds du système bancaire national a affecté () la manière traditionnelle dont l'État finançait son propre déficit. Généralement la banque commerciale cédait une partie de ses réserves obligatoires à l'État<sup>12</sup> mais en réduisant la réception de fonds, il était devenu nécessaire d'augmenter le taux de réserves obligatoires pour financer le déficit, ce qui pouvait amener (au moins du point de vue de la pensée conventionnelle) à limiter la disponibilité de crédits pour le secteur privé et donc entraîner des problèmes de liquidité et de solvabilité<sup>13</sup>.

63 Mais plus importantes encore étaient les limites provenant de la fuite de capitaux, puisque celles ci réduisent le taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre externe, pour un taux de croissance des exportations donné.

64 Donc, quand, suite à la crise pétrolière à l'échelle planétaire, le taux de croissance du produit s'est réduit dans les économies développées, le taux de croissance des exportations mexicaines a également diminué, et ce avec une croissante perte de devises due aux fuites de capitaux. Tout cela affectait directement la capacité à importer, à un moment où l'arrêt du processus de substitution d'importations abaissait le plafond du taux de croissance du produit compatible avec l'équilibre extérieur. Le secteur extérieur devenait ainsi un goulot d'étranglement, qui venait s'ajouter à celui qui découlait du manque d'élasticité de l'offre intérieure.

## Remarques finales

65 Je vais conclure cette interprétation de la « crise » du miracle économique mexicain. Le terme « crise » a été employé parfois pour décrire ce qui s'est passé au Mexique durant les années du mandat de Luis Echeverria, ce qui est sans doute exagéré. Cependant ce qui s'est passé en cette période ne fut pas un simple événement épisodique, résultat de mauvais calculs du gouvernement ou d'événements extérieurs incontrôlables. En fait, la détérioration de la dynamique économique et l'apparition de déséquilibres économiques jusqu'alors inédits, doivent être interprétés dans le contexte historique dans lequel ils se sont produits. Ce contexte n'était pas bien entendu, celui de la fin du capitalisme au Mexique mais toutefois il témoignait de l'épuisement d'un mode spécifique de régulation de l'économie.

66 Cette modalité dépendait de plusieurs facteurs, un premier en particulier que j'ai souligné dans ce document, se réfère au degré d'élasticité élevé de l'offre globale intérieure, soutenue d'une part par la capacité de l'industrie de substituer des importations, et de l'autre par la croissance rapide de production agricole. Un autre est la grande vitesse de développement de l'économie mondiale. Lorsque l'élasticité de l'offre intérieure s'est réduite, la croissance du capitalisme mondial s'est ralentie et les taux d'emprunt internationaux ont augmenté, l'un des piliers du système s'est effondré et des réformes structurelles ont commencé à apparaître comme étant nécessaires.

67 Les réformes structurelles qui devaient être mises à l'ordre du jour pouvaient s'orienter dans deux directions opposées : la première d'entre elles était pour une intervention directe de l'État dans l'économie plus importante ; disons, dans le sens du modèle coréen ou taiwanais. La seconde consistait à adopter une définition néolibérale, renforçant ainsi les attentes de la haute bourgeoisie.

68 Dans l'une ou l'autre alternative, la modalité d'association politique devait également se modifier. En particulier, la première voie ne pouvait être mise en

œuvre et réussie que dans la mesure où l'État ait la force et la volonté de l'imposer sans prendre en considération les intérêts particuliers de tel ou tel secteur.

69 Le président Echeverría et son équipe ont été en faveur du premier type de réforme, cependant ils l'ont appliqué avec hésitation. Compte tenu de cela, la société civile a démontré sa capacité à empêcher, notamment « par la droite », ce changement de cap que le gouvernement entendait mettre en œuvre.

70 Sur un plan plus général et spéculatif, ce que l'expérience de la période 1970-1976 suggère, au moins pour cet auteur, c'est que le développement des forces productives au Mexique et en particulier le renforcement des classes propriétaires avait atteint un tel niveau que la marge de manœuvre autonome de l'État pour réaliser un projet de réforme avancé, sans une forte volonté politique et sans l'aide active des secteurs populaires, était déjà très restreinte.

---

## Bibliographie

Ayala, J., Blanco, J., Cordera, R. Knochenhauer, G., Labra, A. (1979), "La crisis económica : evolución y perspectivas", In *México Hoy*, González Casanova, P. et Florescano, E. (Edits). Siglo 21 Editores, México.

Blanco, J. (1979), "Génesis y desarrollo de la crisis en México, 1962-1976", *Investigación Económica*, No. 150.

Boltvinik, J. et Hernández Laos, E. (1981), "Origen de la crisis industrial : El agotamiento del modelo de sustitución de importaciones", In Cordera, R. (ed), *Desarrollo y Crisis de la Economía Mexicana*. Fondo de Cultura Económica, México.

Castell, J. et Rello, F. (1977), "Las desventuras de un proyecto agrario. 1970-1976". *Investigación Económica*, julio-septiembre.

Cordera, R. (1972), "Estado y desarrollo en el capitalismo tardío y subordinado" *Investigación Económica*, No.132.

Cordera, R. (1978), "Las decisiones del poder : notas sobre la coyuntura económica" en *Investigación Económica*, No. 143.

Cordera, R. et Tello, C. (1981), "México. La disputa por la nación". Siglo 21 Editores, México.

Felix, D. (1968), "The dilemma of import substitution", In G. Pepanek (Ed.), *Development Policy. Theory and Practice*. Harvard University Press.

Furtado, C. (1966), "Desarrollo y Estancamiento en América Latina". *Desarrollo Económico*, vol. VI n° 22-23.

Furtado, C. (1993), "Los vientos del cambio". Fondo de Cultura Económica. México.

González, E. (1978), "La Política económica 1970-1976. Itinerario de un proyecto inviable". Dans *Capitalismo y crisis en México*, Ediciones de Cultura Popular, Mexico.

Kalecki M. (1943 [1990]), "Political aspects of full employment". Included in *Collected works of Michal Kalecki*, vol. I. Edited by J. Osiatynsky, Oxford University Press, 1990.

Kalecki, M. (1966 [1993]), "The difference between the crucial economic problems of developed and underdeveloped non-socialist economies". Included in *Collected works of Michal Kalecki*, vol. V. Edited by J. Osiatynsky, Oxford University Press, 1993.

Levy, N. et Mántey, G. (2009) "Introducción", en *50 Años de Políticas Financieras para el Desarrollo en México (1958-2008)*, Levy, N. y Mántey, G, Eds., UNAM-Plaza y Valdés, México.

López, J. et Assous, M. (2010), *Michal Kalecki*, Palgrave-Macmillan, London.

Lustig, N. (1981) *Distribución del ingreso y crecimiento en México : un análisis de las ideas estructuralistas*, El Colegio de México.

Moreno Brid, J. C. Et Ros, J. (2010), *Desarrollo y crecimiento en la economía mexicana*, Fondo de Cultura Económica, México.

Noyola, J. (1956), "El desarrollo económico y la inflación en México y otros países Latinoamericanos". *Investigación Económica* XVI.

Pinto, A. (1965), "Concentración del progreso técnico y de sus frutos en el desarrollo Latinoamericano". *El Trimestre Económico* XXXII, 4 : 432-460.

Quijano, J. M. (1983), *México : Estado y banca Privada*, CIDE. México.

Rodríguez, G. (1980), "Tendencias de la producción agropecuaria en las dos últimas décadas", *Economía Mexicana*, CIDE.

Solís, L. (1981), *La realidad económica mexicana : retrovisión y perspectivas*, Siglo 21 Editores, México.

Tello, C. (1979), *La política económica en México 1970-1976*, Siglo XXI Editores, Mexico.

Villarreal, R. (1975), *El desequilibrio externo en la industrialización de México (1929-1975)*, *Un enfoque estructuralista*, Fondo de Cultura Económica, México.

---

## Notes

1 Le lecteur intéressé trouvera plus de détails dans l'excellent ouvrage de Moreno-Brid et Ros (2010).

2 Le taux de croissance du PIB per capita entre 1940 et 1970 fut de 2.9% en moyenne. Les taux du Brésil, Colombie, Argentine et Chili furent de 3%, 1.6%, 1.9% et 1.6%, respectivement.

3 Après avoir examiné le débat économique de ces années, j'ai décidé d'inclure uniquement les travaux que je crois les plus pertinents car ils se réfèrent d'avantage au thème en question.

4 Furtado (1966) est un article important sur ce sujet. Le même auteur (Furtado, 1993: 26-31) fait une allusion très intéressante au climat et au débat de la CEPAL durant les années 1960. Voir aussi Pinto (1965).

5 Le raisonnement décrit ci-dessus synthétise la vision plus ou moins commune de l'école structuraliste latino-américaine ; pour obtenir plus d'informations sur le cas du Mexique, voyez Lustig (1981), Villarreal (1975), Boltvinik y Hernández Laos (1981) et pour une discussion plus générale : Félix (1968).

6 On fait référence sur ce point à Castell y F. Rello (1977) et Rodríguez (1980).

7 D'après Cordera et Tello (1981), il s'agissait surtout de la bureaucratie d'État lié à la Banque centrale (Banco de México) et au ministère de Finances.

8 Par rapport à la période, veuillez consulter spécialement le travail de José Ayala et al. (1979) et celui de José Blanco (1979). Je me suis également basé pour cette période sur d'autres auteurs tels que : Eduardo González (1978), Carlos Tello (1979), et Rolando Cordera (1978).

9 À moins d'une indication contraire, les pourcentages de croissance qui suivent sont annuels.

10 En supposant que les dépenses des capitalistes ne diminuent pas immédiatement devant la hausse des impôts et en supposant aussi que les impôts ne se transmettent pas aux prix.

11 Cette affirmation se base sur un exercice économétrique dans lequel j'ai spécifié une fonction d'investissement privé comme fonction de temps et de l'excédent d'exploitation (comme proxy des bénéfices) mesuré avec un différentiel d'un an. J'ai obtenu une bonne estimation tant sur la période 1960-1977 que sur les sous-périodes 1960-1970 et 1974-1977. J'ai aussi réalisé un test de Chow, comparant les périodes 1960-1970 et 1971-1977, les différences entre les paramètres estimés pour les deux preuves n'ont pas donné de résultats significatifs. D'autre part pour la période 1960-1977, on a introduit une variable fictive (dummy) pour les années 1976 et 1977 dans laquelle la belligérance entrepreneuriale a atteint son apogée, cette variable fictive n'a pas non plus donné de résultat significatif.

12 Au Mexique depuis 1955 une grande proportion du déficit budgétaire s'est financée par les prêts obligatoires des banques privées au gouvernement. Les obligations du gouvernement aux mains des banques servaient comme réserves obligatoires (Quijano, 1983).

13 Techniquement, rien n'empêchait de financer le déficit par une émission primaire mais l'idée (fausse) que cette solution cause de l'inflation et était très enracinée dans la pensée de la bureaucratie mexicaine.

---

## Table des illustrations



URL <http://regulation.revues.org/docannexe/image/9613/img-1.png>

Fichier image/png, 17k

---

## Pour citer cet article

Référence électronique

Julio López G., « L'essor et le déclin de la stratégie économique keynésienne – structuraliste



au Mexique », *Revue de la régulation* [En ligne], 11 | 1er semestre 2012, mis en ligne le 25 avril 2012, consulté le 15 mai 2012. URL : <http://regulation.revues.org/9613>

---

### *Auteur*

**Julio López G.**

Universidad Nacional Autónoma de México, [gallardo@unam.mx](mailto:gallardo@unam.mx)

---

### *Droits d'auteur*

© Tous droits réservés